

Ernotte : « Le projet de fusion de l'audiovisuel public, c'est le choix de la responsabilité »

Propos recueillis par **Caroline Sallé**

Pour la présidente de France Télévisions, ce rapprochement permettra une meilleure gestion de l'argent public.

LE FIGARO. - La ministre de la Culture, Rachida Dati, veut créer un holding rassemblant France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'INA d'ici la fin de l'année. Et vous ?
DELPHINE ERNOTTE. - Partout en Europe, l'audiovisuel public est réuni. Et plus les usages évoluent, plus les convergences sont évidentes. Je ne connais pas encore les détails du projet mais il est évident que se rassembler, c'est se renforcer. Je crois depuis toujours à la consolidation du secteur. Dans un paysage audiovisuel bousculé, il faut un pôle public fort. La volonté et le soutien de la ministre à l'audiovisuel public sont sans faille depuis le premier jour, c'est un atout indispensable.

« Nous faisons le pari que mutualiser nos moyens aux bornes de l'audiovisuel public sera aussi le gage d'une gestion beaucoup plus économe. Il nous faut privilégier l'offre, pas les frais de fonctionnement »

Sibylle Veil, la présidente de Radio France, estime qu'une fusion de l'audiovisuel public affaiblirait la radio...

Je comprends les inquiétudes et il faudra y répondre. Mais les audiences de Radio France démontrent chaque jour sa puissance et l'audio est un très grand média d'avenir, puissant, et Radio France a d'ailleurs superbement réussi sa mue vers les podcasts. Ailleurs en Europe, l'audio et la vidéo se nourrissent mutuellement et la radio n'y craint pas la télé. En termes d'usages, je crois que les frontières d'hier n'existent plus, même s'il faut respecter la spécificité et le savoir-faire de chacun. Je fais le pari que, en s'alliant, notre puissance sera démultipliée. Ce projet, c'est le choix de la responsabilité. Car nous sommes tous engagés dans une très violente guerre de l'information. Il faut dépasser les clivages et voir comment s'aider mutuellement pour être plus forts réunis. Ce n'est pas si sorcier de travailler ensemble.

Sur le papier, cela relève du bon sens. Mais passer à la pratique est plus complexe, non ?

Je ne crois pas. Lorsque avec Mathieu Gallet, alors président de Radio France, nous nous sommes mis d'accord pour créer une nouvelle chaîne d'info, on ne savait pas comment s'y prendre. On s'est dit : « On y va ! » Nous l'avons annoncé ensemble le 1^{er} septembre 2015 et avons inauguré Franceinfo un an plus tard. Donc, c'est possible. Mais cette fusion se fera si l'on fait naître le désir par des projets éditoriaux ; pas seulement par des schémas de structure.

Justement, une partie du budget de l'audiovisuel public est désormais conditionnée à l'avancement de projets communs. Où en êtes-vous ?



Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions. DELPHINE GHOSAROSSIAN - FTV

Nous venons, avec Radio France, de nommer d'un commun accord deux chefs de projets pour avancer concrètement sur l'avenir de Franceinfo et Ici, notre média global en régions né de l'union entre France Bleu et France 3. Leur feuille de route intègre l'éditorial et le numérique communs, des regroupements immobiliers. Avec tous les talents de nos équipes, nous irons aussi plus loin sur les synergies et la mise en commun de moyens pour lutter contre les fake news.

Pour les Français, qu'est-ce qu'un holding de l'audiovisuel public changerait ?

Pas plus tard que la semaine dernière, le patron de la BBC annonçait le lancement d'une plateforme audio, vidéo et info unifiée pour que les Britanniques aient accès, dans un même lieu, à toute la richesse de la BBC. Imaginez ce que serait notre puissance numérique ici en France en étant réunis ! Nous serions bien inspirés de faire pareil. Cela fait partie des projets que nous pourrions mobiliser rapidement. Cette union doit nous permettre de proposer encore plus d'expertise et de qualité dans nos contenus. Notre puissance, ce sera notre différence.

Quid de l'aspect financier ?

Nous vivons tous avec de l'argent public. Dans le contexte actuel, utiliser au mieux

les deniers est une exigence républicaine. La fusion de France 2, France 3, etc. que nous avons menée ces dernières années a généré des gains considérables. Nous faisons le pari que mutualiser nos moyens aux bornes de l'audiovisuel public sera aussi le gage d'une gestion beaucoup plus économe. Il nous faut privilégier l'offre, pas les frais de fonctionnement.

Avez-vous évalué les potentiels économies ?

La trajectoire budgétaire fixée par l'État a déjà chiffré des économies importantes à faire, de l'ordre de 200 millions d'euros uniquement pour France Télévisions à l'horizon 2028. Évidemment, si un projet de loi est adopté, il faudra étudier tous les contours, mais faire des économies n'est pas un gros mot.

Cela implique-t-il un plan social ?

Ces dernières années, on a supprimé près de 2000 postes à France Télévisions, soit près de 20 % des effectifs. Je ne suis pas certaine que toutes les entreprises publiques et privées puissent en dire autant. Mais nous avons encore devant nous des gains de productivité collectifs, en modernisant nos outils, nos métiers et nos accords sociaux.

Vous parlez d'économies mais, en 2024, l'État vous a accordé une

ralonge de 138 millions d'euros, sur une dotation de 2,4 milliards d'euros...

Il s'agit surtout de compenser les impacts de la suppression de la redevance et de prendre en compte l'inflation. Si l'État a témoigné de sa confiance envers l'audiovisuel public, il a aussi été très clair : dans les prochaines années, la ressource stagnera et c'est à nous de faire les économies nécessaires pour financer nos investissements.

Serez-vous candidate à la présidence du holding s'il voit le jour ?

La loi n'est pas écrite, pas déposée et encore moins votée ! Je me poserais la question en fonction de la température et de la pression du moment. Ma seule préoccupation aujourd'hui, c'est de bien exposer le débat des européennes et réussir les Jeux olympiques. Mais j'insiste : indépendamment de mon sort, je suis convaincue que cette réforme est vitale.

Avez-vous des nouvelles de la plainte de TF1 pour « aide d'État illégale » de la France en faveur de France Télévisions ?

Non, mais c'est la troisième fois et TF1 a toujours perdu contre l'État sur ce sujet. Par contre, la ministre et de nombreux parlementaires souhaitent pérenniser un financement indépendant pour l'audiovisuel public via la TVA. Je trouve cela très rassurant.

Quel regard portez-vous sur la décision du Conseil d'État aboutissant à un contrôle renforcé des chaînes et des radios en matière de pluralisme ? La liberté éditoriale et la liberté d'informer sont des valeurs cardinales. Il faut toujours se demander ce qu'un gouvernement illibéral pourrait faire de cet avis. Je fais confiance à l'Arcom et à son président pour l'appliquer intelligemment. Roch-Olivier Maistre a été l'un des grands artisans de la loi audiovisuelle de 1986, qui est une loi de liberté. Il aura à cœur de défendre cette liberté.

Quel commentaire vous inspire l'affaire Quentin Bataillon et la commission d'enquête sur l'attribution des fréquences ?

Je n'ai aucune leçon ni conseil à donner aux parlementaires qui sont les représentants de la nation. Mais au-delà du spectacle que cette commission a suscité, je ne sais pas si elle aura permis de soulever les questions essentielles de notre avenir. On a besoin de la TNT pour exister face aux plateformes, pas pour se chamailler.

« La France et l'Europe sont entrées en guerre. En guerre contre les ingérences étrangères dans l'information, et contre la division sur les réseaux sociaux. Les européennes et les Jeux olympiques seront un grand test de résistance pour nos démocraties contre ces coups de boutoir »

Nicolas de Tavernost, qui vient d'acquiescer les deux prochains Mondiaux de foot pour M6, dit que vous avez déjà demandé à récupérer des matchs. C'est vrai ?
Nous n'avons pas répondu à l'appel d'offres sur les droits du foot et Nicolas de Tavernost ne m'a pas indiqué sa volonté de revendre des matchs.

Cet emblématique patron s'apprête à quitter M6. Va-t-il vous manquer ?
Oui, beaucoup. C'est le parrain et même quand il taquine le service public, il connaît bien l'intérêt général du secteur. M6 est une immense réussite qui il a forgée de ses mains et qui éveille les appétits.

Que pensez-vous de l'arrivée de Rodolphe Saadé dans le PAF ?
La démocratie se nourrit du pluralisme, alors tant mieux si des médias ou des titres de presse vivent grâce au succès dans les affaires de certains industriels. BFM est aujourd'hui une chaîne solide et rentable qui a pris une place décisive.

La défiance à l'égard des médias et des informations gagne du terrain. Êtes-vous inquiète ?

Oui. Car la France et l'Europe sont entrées en guerre. En guerre contre les ingérences étrangères dans l'information, et contre la division sur les réseaux sociaux. Les européennes et les Jeux olympiques seront un grand test de résistance pour nos démocraties contre ces coups de boutoir. Certes, les Français ne sont pas dupes et ne font pas 100 % confiance à TikTok, X, Facebook... Cela ne veut pas dire qu'ils nous croient sur parole mais nos médias restent une corde de rappel essentielle. Contrairement aux réseaux sociaux où règne l'anonymat et qui ne sont responsables de rien, nos médias sont incarnés et responsables des contenus qu'ils diffusent. C'est une grosse mission qui pèse sur nos épaules pour continuer à construire des ponts entre les citoyens. ■